Pour la défense des retraites par répartition,

Toutes et tous en grève et dans les manifestations le 12

Et ensuite on continue

La radicalité et l'autisme ne sont pas le fait des salariés qui luttent mais de ce gouvernement qui ne veut rien entendre.

Il s'agit bien d'un enjeu de société : casser les retraites par répartition, pour ensuite casser la Sécurité sociale. Il faut défendre le Code des pensions.

Le progrès social doit servir aux salariés et des solutions alternatives sont possibles pour pérenniser le financement des retraites : il faut une autre répartition des richesses !

La propagande gouvernementale déversée à longueur d'antenne est sans effet : plus de 72% de la population soutient le mouvement et a compris que cette réforme est mauvaise.

Cette réforme se traduira par une perte financière de 15 % en moyenne pour les fonctionnaires soit de 2000 à 4500 Euros, par an à terme.

Malgré les millions de grévistes et manifestants dans les rues le 7 et 23 septembre et le 2 octobre, le gouvernement maintient son projet. Les quelques concessions annoncées ne feront pas illusion.

Il est désormais nécessaire d'étendre la lutte et d'obtenir ce retrait.

Les Syndicats des transports (SNCF , RATP), des ports de Marseille, les secteurs de l'énergie, de la chimie, etc. sont de plus en plus nombreux à déposer des préavis reconductibles ou illimités. Grâce à leur mobilisation le blocage du pays peut être rapide et fort, mais il appartient à chacun d'entre nous d'être de cette bataille

La détermination des salariés est réelle comme en témoignent les appels à la grève reconductibles émanant de la SNCF, de la RATP, des secteurs pétroliers, de l'énergie, de la chimie, des ports et docks et de l'audiovisuel public.

Nous refusons que le modèle social du MEDEF et du libéralisme triomphant s'impose durablement et définitivement. Nous refusons de travailler plus, plus longtemps, pour gagner de moins en moins, alors que les plus riches se remplissent les poches.
Faudrait-il durablement et définitivement que le modèle social du Medef et du libéralisme triomphant s'impose, travailler plus, plus longtemps, pour gagner de moins en moins, alors que les richesses et les actionnaires se remplissent les poches ?

Le projet de budget illustre cette politique antisociale : la baisse des rémunérations par augmentation de la cotisation pension et par le blocage du point d'indice entrainera une nouvelle perte de pouvoir d'achat en 2011(- 10% depuis 2000) et plus de 30 000 suppressions d'emplois prévues dans la FP et encore 600 chez les administratifs.
C'est la casse de tous les services publics que le gouvernement entreprend.

Aujourd'hui unis les salariés, actifs, chômeurs et retraités, jeunes, étudiants, disent STOP, nous pouvons, nous devons gagner et faire retirer ce projet. Rappelons-nous du CPE.

Tous concernés, tous solidaires !

Avec le retard du départ de 2 ans des « seniors » et la poursuite des suppressions massives d'emplois notamment de fonctionnaires, ce sont les jeunes qui feront les frais de difficultés supplémentaires pour obtenir un emploi, dans cette période déjà si difficile.

Le SNASUB considère qu'il est indispensable de travailler à étendre et généraliser grèves nationales et manifestations interprofessionnelles dans l'unité avant la fin du débat parlementaire, pour le retrait de ce projet, pour revenir sur toutes les contre réformes en matière de retraite, et faire aboutir nos revendications.

Tous en grève et dans les manifs le 12 et ensemble unis, participons nombreux aux AG avant et après, afin de décider des suites pour gagner !

Le SNASUB a déposé un préavis de grève à compter du 12 Octobre et celui de la FSU court toujours.